

Face aux inégalités grandissantes et au sentiment d'abandon d'une grande partie de la population, le gouvernement doit apporter des réponses qui améliorent les conditions de vie de tou-ttes les salarié-es, chômeurs, retraité-es et jeunes : augmentation des salaires, des minima sociaux et des retraites, accès à des services publics de qualité sur tout le territoire, création d'emplois.

Il ne pourra pas répondre à la crise profonde de notre pays sans dégager les moyens budgétaires nécessaires. Une réforme fiscale juste et plus redistributive et le rétablissement de l'ISF s'imposent. Les annonces du président de la République ne sont donc pas à la hauteur de tous ces enjeux et ne répondent pas aux attentes. Il doit comprendre que c'est un changement de cap qu'il lui est demandé aujourd'hui sans quoi le risque est de voir s'aggraver encore plus les fractures de notre société.

Améliorer la cohésion sociale, défendre les valeurs qui fondent le modèle social, favoriser la transition écologique exige des services publics forts avec des agent-es véritablement reconnu-es. La FSU demande au gouvernement d'abandonner le projet de réforme de la Fonction publique tel qu'il est prévu à ce stade. Au contraire, pour répondre aux enjeux de société c'est d'une fonction publique renforcée dans ces moyens et missions, avec des agent-es conforté-es dans leur statut et leurs carrières dont le pays a besoin. Elle met en garde contre toute tentation d'utiliser une nouvelle fois la Fonction publique pour payer les nécessaires mesures sociales à prendre.

La FSU exprime sa vive émotion après les violences commises à l'égard des jeunes, notamment suites aux événements de Mantes la Jolie. Elle réitère sa demande d'ouverture de discussions au ministère de l'Éducation nationale, avec les organisations de jeunesse et les organisations syndicales représentant les personnels afin de répondre aux inquiétudes et aux revendications des jeunes. C'est là aussi une réponse politique qu'il faut apporter à ce mouvement.

Dans un contexte de remise en cause par le gouvernement des instances de dialogue social et de marginalisation du rôle des organisations syndicales, la FSU se félicite de la participation des personnels de l'Éducation nationale aux élections professionnelles la semaine dernière (en hausse de 0,9 % par rapport à 2014), qui plus est dans des conditions de vote chaotique dès le premier jour. Avec une augmentation de plus de 6 300 voix pour la FSU par rapport aux élections de 2014, les électeurs et électrices de l'Éducation ont ainsi renouvelé leur confiance aux délégué-es du personnel de la FSU et de ses syndicats pour les représenter. Ces élections montrent une grande stabilité des résultats entre les différentes organisations. Le nombre de sièges attribués au CTM restant même à l'identique.

La FSU reste sans conteste la première fédération de l'Éducation nationale. Un atout considérable pour continuer de défendre au quotidien les personnels dans l'exercice de leurs missions, le bon déroulement de leur carrière mais aussi pour obtenir une meilleure reconnaissance de leurs qualifications et une amélioration de leurs conditions de travail.

Alors que le Ministre cherche à faire croire que les personnels lui accordent un satisfecit permanent contre l'avis des organisations syndicales, ces élections constituent un message fort envoyé par les personnels et il devra en tenir compte tant sur la méthode de concertation que sur le contenu des réformes.